



Liminaire FSU

CTSD 15 février 2021

Le manque de moyens et l'accumulation de réformes régressives ont dessiné les traits d'une école ne parvient plus à combattre les inégalités qui, de surcroît, se sont aggravées avec la crise sanitaire et les effets du confinement. Les enfants et jeunes des milieux populaires sont ceux qui pâtissent le plus des carences de l'école, c'est inacceptable.

Les personnels de l'Education Nationale sont dans un état d'épuisement professionnel inédit. La politique de destruction des postes dans l'Education Nationale doit cesser, d'autant plus dans ce contexte sanitaire que nous connaissons et qui aggrave les inégalités. Malgré les 35 postes alloués au 1^{er} degré dans le Haut-Rhin, cela ne suffira pas et les choix seront toujours cornéliens : les décharges de direction peuvent être augmentées, mais au détriment du remplacement ; le dédoublement des GS a lieu en REP/REP+, mais au détriment des classes de PS/MS pour lesquelles on arrive à certains endroits à plus de 30 ; la mesure de 24 en GS-CP-CE1 hors REP/REP+ se met en place, mais en imposant trop souvent la réorganisation pédagogique GS/CP ailleurs....

A l'inverse, la FSU exige, dans sa demande d'un plan d'urgence pour l'école, le recrutement de dizaines de milliers de postes pour répondre aux difficultés actuelles à l'école en préparant des conditions satisfaisantes d'études pour la jeunesse dans les années à venir. La charge de travail augmente et le contexte sanitaire ajoute à la dégradation des conditions de travail. Alors que la pandémie sévit depuis presque un an, les ministres ont refusé d'envisager des conditions satisfaisantes de travail qui garantissent la sécurité sanitaire de l'ensemble de la communauté éducative et l'égalité de traitement de tous les élèves : les ministères gèrent dans l'urgence, alors que la FSU demande depuis longtemps l'étude de scénarii pour se préparer réellement, multiplient les effets d'annonces et prennent des décisions inacceptables au plan pédagogique et injustifiées sur le plan sanitaire (obligation des cours d'EPS en extérieur par exemple, les remplaçant même par le dispositif bouger plus 30 min par jour en primaire). Quand est-il aussi des contractuels dont les contrats s'arrêtent aux vacances ? Comment les collègues vont-ils gérer l'inévitable brassage induit par manque de remplaçant.e à la reprise ? Les conditions de fermeture des classes en raison de cas de COVID ont évolué en particulier en maternelle, mais changeront a priori aujourd'hui ?

La FSU souhaite aussi dénoncer le traitement réservé actuellement à l'enseignement de l'EPS. Les enseignants d'EPS ont été mis à la porte des gymnases à la mi-janvier, sans aucune explication ni anticipation ! Aucun chiffre ne vient justifier cette mesure.

La réalité, c'est que dans les conditions météorologiques actuelles, cela revient purement et simplement à l'arrêt de l'EPS dans beaucoup d'établissements. Malgré leur imagination sans fin, les enseignants d'EPS sont à bout et leur métier n'est pas de proposer une garderie améliorée, car les possibilités réelles de pratique sont très limitées. Or, comme cela a été révélé au premier confinement, l'activité physique est essentielle et nos jeunes en manquent cruellement.

D'autres solutions existent, elles n'ont pas été envisagées ! Nous demandons le retour aux pratiques physiques à l'intérieur, en demi-groupes et avec masques. Il s'agit d'une réelle situation d'urgence.

Alors que la crise sanitaire justifie encore davantage la nécessité d'un plan d'urgence pour l'éducation au vu des inégalités qui se sont creusées, le gouvernement continue à imposer au contraire ses réformes et sa politique de restrictions budgétaires. Jean-Michel Blanquer sature les médias par ses déclarations mensongères sur les chiffres de contamination dans les lieux scolaires. Il reste aussi dans le déni de la réalité des besoins, il avance 1883 suppressions de postes dans le second degré pour la prochaine rentrée, et un surplus d'heures supplémentaires censées compenser ce qui correspond à un véritable plan social (près de 7500 postes ont été supprimés dans le second degré depuis 2018, qui accueille près de 123 000 élèves de plus).

Les établissements haut-rhinois se préparent ainsi à une rentrée à nouveau très difficile. En effet, alors que les effectifs augmentent de 188 élèves, il est incompréhensible que le taux d'encadrement (h/e) baisse : en clair, 188 élèves supplémentaires et seulement l'équivalent de 2 classes supplémentaires en dotation de base par rapport à la préparation de rentrée de l'an passé. Le taux d'encadrement est particulièrement critique dans les établissements de la périphérie mulhousienne, qui n'accueillent pourtant pas un public particulièrement favorisé.

Dans ces conditions, cibler le repère 30 élèves pour chaque niveau en prétendant qu'il représente un surcoût est inacceptable : les effectifs par classe des collèges français sont déjà parmi les plus élevés d'Europe.

Pour enseigner dans des conditions correctes, la FSU revendique 25 élèves dans les classes ordinaires, 23 dans les établissements sortis de l'éducation prioritaire et 20 en éducation prioritaire. Force est de constater que l'on est bien loin du compte : il faudrait en effet ajouter 128 divisions à cette préparation de rentrée.

Malgré sa répartition, le volume d'heures supplémentaire est insupportable. De plus, les pressions exercées par les autorités académiques sur les chefs d'établissements pour placer « quoi qu'il en coûte » l'ensemble du volume d'HSA qui leur a été notifié créent des tensions et surtout des situations ubuesques où des enseignants qui normalement devraient pouvoir effectuer leur service à plein temps dans leur établissement se retrouvent contraints à effectuer un complément de service !

Et le même scénario se répète année après année. Eduquer dignement sa jeunesse, pour former des jeunes qualifiés et diplômés représente sans doute un investissement que la 7^{ème} puissance mondiale ne peut se permettre. Et l'on s'étonnera ensuite que dans la course au vaccin, la recherche française se trouve [aujourd'hui](#) disqualifiée...

Et pourtant, à rebours des demandes des enseignants, les conclusions du Grenelle ne laissent apercevoir aucune revalorisation, et posent les jalons d'un asservissement du métier enseignant à la doxa néomanagériale : imposition de pratiques professionnelles, rémunération au mérite, augmentation du temps et de la charge de travail, contractualisation des affectations, retour du statut de la direction d'école. Cela va de pair avec un renoncement à la démocratisation de l'accès aux savoirs au profit de l'acquisition par les élèves de compétences "socio-comportementales".

Enfin, le projet ministériel d'une expérimentation concernant l'éducation prioritaire dissimule la volonté d'un changement radical de modèle cherchant à renoncer aux critères sociaux et nationaux pour imposer une contractualisation locale. Forte des volontés exprimées par les Etats Généraux qu'elle a récemment organisés, la FSU défendra l'éducation prioritaire et ses enjeux égalitaires.

C'est pourquoi la FSU réclame un réel plan d'urgence pour l'école, des moyens en conséquence et dans le respect des demandes des personnels.